

DÉPARTEMENT

Ville
de
Draguignan

DU VAR

DÉCISION MUNICIPALE N° 18-178

Objet : Bail à loyer pour un local situé au rez-de-chaussée de l'immeuble en copropriété sis 4 rue des Marchands à DRAGUIGNAN, consenti à Madame Geneviève PROUTEAU

Richard STRAMBIO, Maire de la commune de Draguignan.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2122-22-5° ;

Vu la délibération n° 2014-023 en date du 17 avril 2014, modifiée par les délibérations n° 2014-125 en date du 10 octobre 2014, n° 2014-173 en date du 23 décembre 2014, n° 2015-155 en date du 12 novembre 2015 et n° 2017-111 en date du 12 juillet 2017, par lesquelles le Conseil Municipal a délégué, sans aucune réserve à son Maire et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la Commune est propriétaire d'un local vacant de 29 m² situé au rez-de-chaussée de l'immeuble en copropriété sis 4 rue des Marchands à Draguignan ;

Considérant le courrier en date du 29 mars 2018 de Madame Geneviève PROUTEAU, par lequel cette dernière sollicite la location dudit local, afin d'y installer un atelier de modelage de pâte à sel et d'argile ;

Considérant la délibération n° 2018-023 en date du 8 février 2018, par laquelle le Conseil Municipal a fixé un tarif de location à 1 €/m² pour les locaux communaux situés rue de Trans et rue des Marchands à Draguignan ;

Vu le budget communal, chapitre 75, article 752, fonction 020, service 141 ;

D É C I D E

Article 1er : la conclusion d'un bail à loyer, d'une durée de 3 années consécutives entre la commune de Draguignan et Madame Geneviève PROUTEAU, à effet au 1^{er} juin 2018 pour se terminer le 31 mai 2021, pour le local communal ci-dessus décrit, selon des conditions définies dans ledit bail.

Article 2 : La redevance mensuelle s'élève à la somme de VINGT NEUF EUROS (29 €), payable d'avance au plus tard le 5 de chaque mois, auprès de Madame la Trésorière Principale Municipale.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Trésorière Principale Municipale, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : La présente décision sera inscrite au Registre des Décisions Municipales.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente décision, et rappelle, conformément à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, qu'elle peut être contestée devant le tribunal administratif de TOULON, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité.

DRAGUIGNAN, LE

- 9 MAI 2018

RICHARD STRAMBIO,



MAIRE DE DRAGUIGNAN.